

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91010 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le **11 MAI 2022**

Réf: D2022-0604

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES

45, quai de l'apport Paris
91100 CORBEIL ESSONNES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES implanté 45, quai de l'apport Paris 91100 CORBEIL ESSONNES. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL UNION DES COOPERATIVES AGRICOLES
- 45, quai de l'apport Paris 91100 CORBEIL ESSONNES
- Code AIOT dans GUN : 0006504001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le groupe AXEREAL correspond au regroupement des sociétés AGRALYS et EPIS CENTRE. Ce groupe a un fonctionnement par « région » (régions différentes des régions administratives). En effet, les sites sont implantés sur 16 « régions » (et répartis sur 9 départements). Au niveau du groupe, un responsable d'exploitation suit les sites d'une région. Environ 100 000 tonnes de céréales transitent annuellement par le site de Corbeil-Essonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Examen des suites données à la visite d'inspection du 18/12/2019 ;
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;
- Prescriptions relatives à prévention de la pollution ;
- Prescriptions relatives aux dispositions applicables au séchoir
- Révision de l'étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Protection du silos contre les courants vagabonds	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Prescriptions relatives préventions des risques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2007, article 1 Titre 2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Autre du 16/05/2014, article 1er	/	Sans objet
NC6.1	Autre du 19/12/2019, article 6.1	/	Sans objet
NC6.2	Autre du 19/12/2019, article 6.2	/	Sans objet
RQ 6.1	Autre du 19/12/2019, article 6.3	/	Sans objet
Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
Inertage des cellules	Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 5	/	Sans objet
Filtres à manches	Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 06/04/2022 sur le site exploité par AXEREAL sur le territoire de la commune de Corbeil-Essonnes, n'a pas permis de relever d'écart significatif susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L512-11 du code de l'environnement. Toutefois, il y'a quelques observations ne portant pas atteinte à la sécurité du site pour lesquelles l'exploitant doit mettre en place des actions (mise en place d'une plaque moteur au niveau de silo 4, procédure de

remplacement des filtres à manche).

L'inspection a évoqué lors de cette visite l'étude de dangers transmis en 2005 qui doit être actualisée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 16/05/2014, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Courrier de mise à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : rubriques des activités du site Les activités du site concernent les rubriques: - 2160.1.a (Autorisation): 1 silo béton vertical et 3 silos plat pour un volume total de 61650 m3 - 2910 A.1 (Autorisation): 4 séchoir de puissance thermique totale de 21.mmmW - 2260-3 (Déclaration contrôlée): installation broyage, concassage criblage, ensachage (...) de puissance totale de 390kW
Constats : Lors de la visite, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas de modification des volumes ou de puissance pour les activités du site. Les quantités présentes le jour de la visite sont conformes à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de du 01/08/2017 et au courrier préfectoral de mise à jour du 16/05/2014.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6.1

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2029, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Le rapport de vérification électrique
Prescription contrôlée : Concernant la non-conformité NC6.1, vous avez transmis le rapport de réalisation des travaux effectués le 9 juin 2020, par Engie-Ineo. Ce rapport confirme la levée de toutes les non-conformités à l'exception de l'ajout du plexiglas au niveau du silo 4 ;
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de cache en plexiglas au niveau du silo 4.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6.2

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2019, article 6.2

Thème(s) : Risques accidentels, La fiche de contrôle du vieillissement des structures

Prescription contrôlée :

Concernant la non-conformité NC 6.2, vous m'informez être en attente d'une étude complémentaire, par un bureau d'étude, pour statuer sur les actions à engager et avoir décidé de ne pas remplir en céréales la case 1 du silo 1 (siège de désordre de niveau D3).

Constats : L'exploitant nous informe que les désordres constatés en 2019 ont été corrigés en 2020 par la société RDS en priorisant d'abord les désordres d'ordre 3.

L'exploitant informe que les cotations de désordre sont d'abord réalisées en interne lors des opérations de ronde. Le principe est de coter de façon majorante en cas de doute, ce qui suscite l'intervention de la société spécialisée (RPS) pour confirmer ces cotations. Selon l'exploitant, lors du passage de RPS, certains désordres anciennement cotés en D3 ou D2 ont été décotés en catégorie moins grave D2 ou D1.

L'exploitant a présenté le rapport RPS de lever des désordres et des photographies de la reprise des désordres de type D3 au niveau du silo 3. Pour les désordres D3 du silo 4, les images présentées par l'exploitant montrent la consolidation des blocs en tête de silo 4.

Le désordre D3 de la tour de manutention a été décoté en D2 par la société RPS, donc la reprise des désordres est moins urgente.

Au niveau du silo 1, on observe une fissure longitudinale au niveau du joint de dilatation de la cellule. Cette fissure est décotée en D1.

Au niveau du silo 2, le désordre a été coté en D2, réalisation du joint au niveau du couloir.

L'inspection constate que la procédure de surveillance du vieillissement est suivie par le responsable de l'exploitation du silo qui transmet toutes les observations via un logiciel interne à la coopérative.



Dessin 1: Renforcement des poutres



Dessin 2: Réparation des désordres

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RQ 6.1

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2019, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification foudre
Prescription contrôlée : Les travaux de mise en conformité prévu à l'issue de la vérification « foudre » ne sont pas réalisés, bien que la commande soit signée.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport 2020 de la société ADEE-Electronic confirmant la levée des non-conformités constatées en 2019. L'exploitant a présenté le rapport (96.2 SO/21/0589) de la vérification complète des installations de protection contre le risque foudre réalisée, par la société SOCOTEC, le 6/10/2021. Ce rapport ne mentionne aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitant a présenté un registre de formation qui retrace l'ensemble des formations reçues par le personnel : M.M LEGOFF, GUERTAULT, TORRENT, De REVIÈRES De MAURY et mentionne, le libellé de la formation (conduite/risque de silo, incendie/évacuation/extinction, SST), la date de la formation, sa durée et éventuellement la date de renouvellement de la formation. Le contrôle du registre montre qu'un renouvellement de formation a eu lieu en 2019 pour M. LE GOFF et en 2021 pour les autres opérateurs. La durée de validité de la formation est de 5 ans. - Concernant la localisation des zones pouvant être à l'origine de risque, l'exploitant a présenté le plan d'établissement répertorié ou plan ETARE qui reprend la localisation des zones Atex avec les la classification 20/21/22. Ces zones à risque sont classées 20 pour le filtre, 21 pour le séchoir et le boisseau métallique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs procédures reprenant les différents consignes de sécurité, parmi lesquelles: la procédure fiche de surveillance des structures, la procédure FS005 (vérification du matériel des étages), la procédure CE 102 (surveillance du site en fonctionnement normal, après travaux, modification ou entretien). Les procédures présentées existent au format numérique et sur document papier. Le responsable d'exploitation a bonne connaissance de ces procédures et confirme que le personnel présent sur le site aussi. L'exploitant déclare mettre en place un permis feu pour tous les travaux de soudures et ceux-ci sont réalisés à l'extérieur du silo, afin d'éviter toute source d'ignition pouvant être à l'origine d'un accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection du silos contre les courants vagabonds

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion et incendie
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques et le rapport Q18 pour l'ensemble du site, réalisé par DEKRA du 18 au 22/06/2021. Les conclusions du rapport confirment que les installations sont bien protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Par contre au niveau du silo 4, le rapport préconise la mise en place de la plaque moteur.
Observations : L'exploitant doit mettre en place la plaque moteur au niveau du silo 4 et doit transmettre à l'inspection les justificatifs (photo, rapport, bon d'intervention, ...) de la réalisation de cette action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs, réalisé le 28/01/2022 par la société EUROFEU. Le rapport mentionne le remplacement des extincteurs réformés et confirme la conformité des installations par rapport à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. L'exploitant transmet les caractéristiques des deux poteaux incendie N°22 et 23 présentant un débit respectif de 110 m3/h et 90 m3/h à 1 bar. L'exploitant déclare effectuer le contrôle des bouches d'inertage des cellules, lors des rondes de routine. Afin de confirmer la traçabilité de ce contrôle, l'exploitant a présenté la procédure de ronde mensuelle qui indique bien le contrôle de la bouche d'inertage avec la présence du grain dès l'ouverture de l'obturateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inertage des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Inertages cellules et procédures d'intervention
Prescription contrôlée : Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none">- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître;- les mesures de protection définies à l'article 10 ;- les moyens de lutte contre l'incendie ;- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant : <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'inertage ;- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
Constats : Concernant la possibilité de l'inertage des silos par gaz en cas d'incendie, l'exploitant réalise le contrôle des bouches d'inertage. La procédure inertage CE 104 a été présentée avec toutes les consignes permettant d'optimiser l'opération d'inertage. Le site dispose de quatre fournisseurs de gaz inertant pouvant alimenter le site en moins d'une heure. Concernant la prévention d'un départ incendie, l'exploitant annonce que dans le cadre de la conduite du silo, la surveillance du grain pour sa bonne conservation nécessite un suivi rigoureux de la température à partir des sondes présentes dans les silos avec un report à la salle de contrôle. L'exploitant indique que pour la bonne conservation du grain, la température ne peut atteindre 70°C, la température d'auto-échauffement du grain
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Filtres à manches

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme
Constats : Afin de limiter les émissions de poussières, le site dispose d'une centrale d'aspiration pour laquelle le fonctionnement des installations est assujéti. L'exploitant précise que tant que l'aspiration ne fonctionne les installations ne peuvent pas démarrer. Il est aussi précisé que lorsque le caisson à poussière situé à l'extérieur du silo est plein, l'aspiration ne peut fonctionner et donc toutes les installations sont arrêtées. Le système d'aspiration est équipé de filtre à manche. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de procédure permettant de s'assurer du bon moment pour le remplacement des filtres. Jusqu'à là, le remplacement des filtres se fait lorsqu'une anomalie est constatée, notamment l'apparition de poussière opaque au dessus de silo. L'exploitant envisage de mettre en place une procédure de remplacement des filtres en fonction de leur durée de vie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions relatives préventions des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2007, article 1 Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Révision de l'EDD
Constats : L'exploitant a transmis une révision de son étude de dangers en 2006, celle-ci n'a pas été instruite. L'inspection envisage de demander à l'exploitant la transmission d'une étude de dangers actualisée prenant en compte le fonctionnement. L'exploitant déclare qu'il n'y a aucun changement notable sur les installations; les seules modifications sur le site concernent l'amélioration de la sécurité, notamment le changement de bandes transporteuses, la mise en place de l'aspiration centralisée.
Observations : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de transmettre une étude de dangers actualisée tenant compte du fonctionnement réel du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

